Cahier de doléances du Tiers État de Saint-Péran¹ (Ille-et-Vilaine)

Plaintes que font à Sa Majesté bienfaisante les habitants de la trêve de Saint-Péran.

Cahier en deux doubles, dont un doit être mis en coffre de nos archives et l'autre mis entre les mains de notre député pour être porté cacheté à l'assemblée du Tiers État, qui se tiendra à Rennes, le sept avril mil sept cent quatre-vingt-neuf, cahier rédigé dans une maison particulière du bourg, sur le refus et les difficultés que le sieur Allaire, procureur fiscal, a fait de porter sur son cahier nos plaintes et nos demandes dans toute leur étendue.

Sire,

Nous soussignés et autres ici présents qui ne le savent faire, dans notre assemblée tenue le dimanche cinq avril mil sept cent quatre-vingt-neuf, dans notre église de Saint-Péran, convoquée au son de la cloche, tous vos humbles et fidèles sujets, habitants et propriétaires dans la trêve de Saint-Péran, autorisés par votre bienfaisance à vous faire entendre nos justes plaintes, nous nous plaignons :

1° D'être seuls assujettis à la corvée des grandes routes, qui a appauvri parmi nous les gens aisés et réduit à la mendicité le plus grand nombre, qui ne vit que du travail de ses mains.

2° Du sort de la milice, qui occasionne de grands frais aux paroisses, nous rend esclaves de ceux qui ont du crédit, nous enlève des enfants utiles et souvent nécessaires.

3° Des vexations de nos seigneurs décimateurs, qui, jusqu'à présent, ont exercé sur nous l'empire le plus tyrannique, comme vous le verrez dans les plaintes de chaque particulier.

4° De l'injustice des propriétaires des forges qui nous environnent, qui, non seulement nous refusent depuis plusieurs² le pacage de nos bestiaux, le mort bois dans la forêt, droits qui nous étaient acquis par titres et possessions, mais nous en ont dépouillés par subterfuges et par violence et fait supporter des frais et des amendes, ce qui a diminué parmi nous le nombre de vos sujets de moitié.

5° De ne pouvoir, par les défenses qui nous ont été faites, détruire les bêtes de forêts, qui dévastent toutes nos moissons ; de l'inégalité de la répartition des impôts, qui fait que nous sommes trop imposés ; de la répartition même, qui ne se fait point chez nous, mais à la paroisse, de sorte que la trêve se trouve étonnamment surchargée, surcharge qui retombe surtout sur les plus pauvres, de manière qu'il s'en trouve ne posséder que dix livres de rente et payent la même somme au Roi, outre les gabelles et les rentes seigneuriales.

6° De l'injustice des impôts particuliers à notre ordre, et³ seuls le casernement, la conduite des troupes, les milices, les francs-fiefs, les droits sur les eaux-de-vie et liqueurs et, pour bien dire, toutes gabelles.

7° De n'avoir eu jusqu'ici aucuns représentants aux États de la province, d'où vient sans doute que les charges de l'État sont entassées sur nos têtes.

8° De ce que les chanoines réguliers, nos seigneurs-recteurs, possédant dans notre trêve plus de deux mille livres de revenus, tant en dîmes que fondations, fiefs et domaines, n'y aient pourtant autres charges que les deux cent cinquante livres, insuffisante pension de notre pauvre curé, et n'y fassent aucunes aumônes.

9° De ce que nos recteurs, de leur propre autorité, aient démembré plus de la moitié de notre trêve, en en retranchant le canton de Coganne, canton jugé, par arrêt du Parlement en mil six cent quatre-vingt-neuf, de

¹ Commune créée en 1790, par démembrement de Paimpont.

² années

³ de payer

notre succursale, et n'y laissent à notre curé que la peine de le desservir.

10° De ce que, notre église étant éloignée d'environ deux lieues de l'église matrice de Paimpont, ayant plus de six cents habitants, les décimateurs ne nous payent qu'un seul prêtre et prennent tous les moyens pour empêcher qu'elle ne soit érigée en mère paroisse.

11° De ce que nos seigneurs ayant toujours eu un rentier, sur lequel plusieurs particuliers avaient payé, aient refusé de le montrer lors de leur demande d'aveu et aient assigné chaque particulier, même ceux qui depuis peu d'années avaient rendu aveu, à rendre un nouvel aveu et à payer par argent ou quittances vingt-neuf années de rentes et à fournir des titres de tout ce qu'ils possèdent, sans quoi ils se sont emparés des biens dont chaque particulier payait depuis longtemps la rente ; de ce qu'ils aient impuni jusqu'à cinq fois sans raisons valables des aveux et aient multiplié les frais, de telle sorte que plusieurs parmi nous leur ont payé plus qu'ils n'avaient valant et cédé à vil prix une partie de leurs héritages ; qu'un certain nombre, depuis plusieurs années leur ayant confié leurs papiers, n'ont encore reçu ni papiers ni aveu et, ayant déjà donné de grandes sommes, ne savent encore où ils en sont.

12° De ce que nos seigneurs afféagent à leur procureur fiscal quelques sillons de terres vagues qui se trouvent au milieu et à la porte de nos villages et nous sont absolument nécessaires pour battre nos grains, nous procurer des eaux, et pâturer nos bestiaux, et surtout ils nous en refusent la préférence, lors même que nous leur offrons la même rente et même plus considérable que celle que doit leur payer leur afféagiste.

13° De ce que, dans le nouveau rentier qu'on a fait, les seigneurs aient considérablement augmenté leurs rentes au delà d'un liard par sillon, que nous devons suivant l'usage de forêts.

14° De ce que les Messieurs propriétaires des forges de la forêt de Paimpont aient permis, dans l'année de disette de fourrages, de conduire les bestiaux dans la forêt, quelques jours après les firent prendre par leurs gardes, firent pratiquer aux habitants des amendes, qui, jointes aux frais d'aveu, les réduisirent dans l'extrême nécessité.

15° De ce que les religieux de Paimpont ont vendu ou échangé à ces Messieurs des terrains qui nous appartiennent, sans notre participation.

16° Il nous reste à faire connaître nos souhaits, et nous croyons que nous pouvons dire avec vérité ;

17° Sire, nous souhaitons conserver les droits de citoyen, et être admis, à l'avenir, à nous faire représenter à toute assemblée nationale ;

18° Que dans ces assemblées nos représentants soient au moins en nombre égal à celui des ordres privilégiés, et que leurs voix y soient comptées par tête ;

19° Que nos représentants ne puissent être, ni nobles, ni anoblis, ni ecclésiastiques, mais toujours de notre ordre ; qu'ils ne puissent même être choisis parmi les officiers et gens des seigneurs et ecclésiastiques ; ils seraient trop intéressés à suivre des impulsions étrangères ;

20° Que dans toutes nos assemblées, nul ne puisse nous présider qu'autant que la réunion des suffrages l'aura fait élire ;

21° Que notre liberté soit aussi sacrée que celle de tous autres citoyens ; que tous enrôlements forcés soient supprimés, sauf à les remplacer par les enrôlements à prix d'argent ;

22° Que toute loi qui nous exclurait de parvenir à tous emplois civils et militaires soit supprimée et que ces emplois soient accordés au seul mérite, de même que toute loi qui distingue, à raison de la naissance, les peines pour les crimes de même nature ;

23° Que nos propriétés ne soient pas moins respectées que celles des autres citoyens ; que tous impôts soient à l'avenir supportés d'une manière égale, et par chacun, en proportion de sa fortune, sans distinction d'ordres ; qu'il n'y ait qu'un seul rôle pour tous, et qu'on supprime tous impôts particuliers, sauf à les remplacer, s'il est besoin, par des impositions générales ;

24° Que l'ouverture et l'entretien des grandes routes ne soient plus à notre charge, mais que la dépense en soit faite par le trésor public puisqu'elles sont utiles à tous ;

Que toutes rentes seigneuriales, corvées, servitudes, prestations féodales, étant le sanctuaire de Dieu destiné dans leur principe à entretenir les dieux de la terre, non des idoles, ne puissent plus être regardées comme des héritages, mais soient déclarées, comme elles ont toujours été, avoir été accordées à la charge de nous rendre la justice et nous défendre de nos ennemis ; par conséquent, que ceux qui les possèdent, ne s'acquittant plus de ces charges, en soient privés, au moins quant à la valeur de ce qu'ils nous coûtent pour entretenir ceux qui nous rendent la justice et nous défendent de nos ennemis ; que les lois qui rendent ces lois imprescriptibles soient remplacées par une loi qui permet à chaque vassal de franchir sur le pied de leur valeur fixée par notre Coutume, ce surplus non nécessaire à l'entretien des véritables dieux de la terre et qui, seul, supposé encore que l'accessoire ne suive pas le principal, a pu être possédé comme héritage ; que le franc-alieu soit de droit public, c'est le plus puissant moyen de nous attacher à nos propriétés et nous sauver des suites ruineuses de la fiscalité des seigneurs.

Que la justice ne puisse être rendue qu'au nom de Votre Majesté ; que nous ne puissions être traduits que dans des tribunaux ordinaires, établis par elle, et auxquels seraient admis tous les citoyens, à raison de leurs talents, et sans qui puisse exister de tribunaux d'attribution ; que dans notre paroisse il soit seulement établi un greffier et un notaire. Que ces charges soient données au seul mérite, qu'elles ne soient même pas inamovibles, mais que, lorsque tous les habitants dans une délibération publique les répudieront, ils soient bien répudiés.

Que, dans notre paroisse, il soit établi un tribunal de miséricorde, composé du recteur ou curé, du notaire et de tel nombre de prudhommes ou jurés que Sa Majesté nous permettra de choisir parmi nous tous les ans, et même plus souvent, s'il est nécessaire ; que toute sentence dans ce tribunal soit portée à la pluralité des voix ; que toutes les affaires soient portées en première instance devant ce tribunal ; que l'exposé nie chaque partie sera inscrit sur un registre, pour ensuite les faits vérifier et prononcer sans frais par les juges telle condamnation qu'ils jugeront convenable, dont on ne pourra rappeler dans un tribunal supérieur pour plaider qu'après que le tribunal supérieur, vu l'exposé et le jugement du tribunal de miséricorde, aura déclaré que le jugement rendu sur l'exposé n'est pas conforme à la justice ; autrement, il sera ordonné qu'il soit fait un nouvel exposé au tribunal de miséricorde, afin que l'injustice ou l'ignorance seules des juges de miséricorde puissent donner lieu à un appel dans le tribunal supérieur ; de manière qu'on n'ait pas la douleur de voir les gens qui ont le meilleur droit traînés de tribunal en tribunal et ruinés avant de pouvoir obtenir une sentence définitive.

Qu'il soit établi par chaque diocèse une caisse pour le soulagement des pauvres, et qu'il y soit versé un tiers du revenu de tous les biens ecclésiastiques, pour être réparti aux pères de pauvres de paroisses qui auront surtout soin d'employer ces aumônes à fournir aux pauvres les moyens de s'occuper et gagner leur vie.

Que notre église, éloignée d'environ deux lieues de l'église matrice, soit érigée en mère paroisse, ayant recteur et curé ; que tous les habitants des environs qui se trouvent éloignés de leur paroisse et plus, dont le nombre, joint à celui de notre trêve, se monte à plus de huit cents âmes, et qui ont coutume d'assister à notre église, soient aussi réunis à notre paroisse.

Que la qualité de notre curé soit changée en celle de recteur, son sort amélioré et son revenu augmenté par la réunion à sa cure d'autres biens ecclésiastiques, particulièrement de ceux qui se trouvent dans le bourg et aux environs, jusqu'à deux mille quatre cents livres au moins, afin qu'il ait dans le bourg un logement convenable et ne se trouve pas éloigné, comme il l'est, d'un quart de lieue de son église.

Que le casuel nécessaire soit supprimé et qu'il ne reste que le casuel nécessaire ; que la dîme, qui coûte beaucoup à ramasser et qui ne se prélève que sur les terres qui demandent plus de soins et de travaux, soit changée dans un impôt général qui fournisse à l'entretien des ministres nécessaires et utiles aux églises.

Qu'on établisse ou choisisse pour chaque régiment une maison en différents lieux ; que, dans les temps de paix, les officiers s'y appliquent au génie soient avancés suivant leur capacité ; qu'on y occupe les soldats à différents ouvrages, afin que les uns et les autres, lorsqu'ils reviendront dans nos campagnes, soient capables de diriger et perfectionner nos entreprises et nos travaux, et que nous n'ayons pas la douleur de voir ceux qui ont exposé leur vie pour le salut de la patrie ne rapporter de la guerre que des blessures et des vices, être dans l'impuissance de se procurer les choses même nécessaires à la vie.

Que nous soyons rétablis dans les droits qui nous sont acquis par titre et possession dans la forêt de Paimpont, et que désormais on n'y puisse plus mettre des entraves qui nous empêchent d'en jouir dans toute leur étendue ; qu'il soit défendu d'afféager et de clore quelques sillons de terre qui se trouvent au milieu et à la porte des villages et nous sont absolument nécessaires pour battre nos grains, nous procurer des eaux et pâturer nos bestiaux ; que, dans le cas où les renies seigneuriales subsisteraient, le nouveau rentier qu'ont fait nos seigneurs soit réduit suivant la quantité de nos possessions.

Que nous ne puissions plus être assujettis à suivre des moulins, mais libres d'aller à ceux qui sont plus à notre commodité et d'avoir dans nos maisons, sans rien payer aux seigneurs, des moulins à bras, qu'on ne paye plus de lods et ventes aux seigneurs, qui les ont montés aujourd'hui à huit sols pour trois livres, ce qui est cause que le pauvre vendeur ne peut recevoir la valeur de son bien ; qu'il nous soit permis de détruire toutes bêtes de forêt qui dévastent nos moissons et que la loi qui défend le port d'armes soit supprimée ; qu'on nous restitue les biens qui nous ont été injustement enlevés par nos seigneurs et leurs officiers.

Adoptons en général tous et chacun des articles de doléances et demandes qui seront contenus dans le cahier de la ville de Rennes et qui n'auraient été prévus et suffisamment développés dans le présent, pourvu qu'ils n'y soient ni contraires, ni préjudiciables à nos campagnes.

Plusieurs particuliers, désirant de mettre leur plainte personnelle, l'ont aussi fait devant nous, comme il suit :

Laurent Bigaré, du Garel, se plaint d'avoir payé la somme de deux cent vingt-six livres douze sols pour les frais d'aveu du bien de ses enfants et qu'on ne lui a donné quittance que de cent quatre-vingt-huit livres ; d'être obligé de payer quatorze sols huit deniers pour rente de vingt-trois sillons de terre, qui ne doit qu'un liard par sillon, d'avoir de plus payé vingt-cinq livres au notaire pour façon de l'aveu ; l'aveu de son propre bien n'étant point fini, il est fort embarrassé de la somme qu'on lui demandera ; il a demandé que le sieur Crambert ait signé pour lui. Signé : Crambert.

Jan Bigaré, de la Martinais, se plaint d'avoir payé pour frais de son aveu deux cent cinquante-huit livres onze sols neuf deniers, dont il a quittance, et sa sœur Marie Bigaré, pour le même aveu, cent dix-neuf livres quatorze sols, dont elle a quittance ; on leur redemande encore deux livres quatorze sols ; le notaire a reçu trente-six livres à valoir ; tout leur bien se monte à sept journaux huit sillons ; total de ce que Jan et Marie Bigaré ont payé, ci. 414 livres 5 sols 9 deniers.

Et ne sont pas encore quittes et n'ont point encore leur aveu ; on leur a, de plus, enlevé un landier dont ils n'avaient point de titre, mais dont ils jouissaient de temps immémorial et payaient la rente ; ils ont demandé que Baptiste Regnaut eût signé pour eux, et a signé : Jan-Baptiste Regnaut.

Alexis Letertre se plaint d'avoir payé quarante livres douze sols neuf deniers pour frais et aveu et n'avoir reçu quittance que de trente-six livres cinq sols neuf deniers ; d'avoir de plus payé, pour frais, dix livres, pour avoir enlevé de la haguille qui nous est due par nos titres et d'où s'emparent les seigneurs de Brécilien. Signé : Alexis Letertre.

Marie Regnaud, veuve de Joseph Bodin, se plaint d'avoir payé quatre-vingt-seize livres pour les frais de son aveu et rente de ses terres et n'avoir reçu quittance que de cinquante-huit livres quinze sols ; d'avoir payé, dans les disettes de fourrage, quarante-deux livres six sols de frais aux officiers des seigneurs de Brécilien pour ses bestiaux pris en forêt et dans les cantons où ils avaient permis. Marie Regnault.

Magdelaine Guiomard se plaint d'avoir payé pour frais de son aveu trente-cinq livres douze sols et de n'avoir reçu quittance que de quinze livres douze sols ; de plus, d'avoir payé pour frais aux officiers des seigneurs de Brécilien vingt et une livres pour leurs vaches prises dans les lieux où on leur avait permis de les mettre. Signé : Guaubert.

Yves Mérel et ses sœurs Anne et Julienne se plaignent d'avoir payé pour frais de leur aveu trente et une livres seize sols, et de deux sillons de terre, et de n'avoir reçu quittance que de vingt-deux livres seize sols ; ils ont prié Baptiste Regnaud de signer pour eux. Signé : Jan-Baptiste Regnaut.

Pierre Aubert se plaint d'avoir payé cent cinquante livres pour frais de l'aveu d'onze journaux de terre ; d'avoir de plus payé aux officiers de MM. des forges trente-six livres pour la prise de ses bestiaux dans la forêt et dans les lieux assignés pour y mener. Et a fait signer pour lui au sieur Crambert. Signé : Crambert.

Joseph Riault se plaint d'avoir payé cent deux livres quatorze sols pour les frais de son aveu, et a prié le sieur Georges de signer pour lui. Signé : Georges.

Reine Rallé se plaint de ce qu'ayant déjà payé dix-sept livres pour les frais de son aveu, on lui demande encore quatre-vingt-seize livres et a prié Mathurin Rallé de signer pour elle. Signé : Mathurin Rallé.

Julienne Berhaud se plaint, d'avoir payé quatre-vingt-une livres pour les frais de son aveu de cinquante-huit sillons de terre ; elle se plaint, de plus, que son funt mari paya pour l'aveu de ses mineurs cent cinquante-trois livres et a prié le sieur Mathurin Patier de signer pour elle. Signé : Mathurin Patier.

Jean Cholet se plaint d'avoir payé pour l'aveu de trente-six sillons de terre trente livres et pour vingt sillons appartenant à son mineur quarante-cinq livres, et de n'avoir reçu quittance que de quinze livres pour lui et de trente livres pour son mineur, et a prié Yves Patier de signer pour lui. Signé : Yves Patier.

Jullienne Morand se plaint d'avoir payé pour frais de l'aveu, pour cent trente sillons de terre, soixante-dix-neuf livres quatre sols et a prié Jacques Regnaud de signer pour elle. Signé : Jacques Regnault.

Guillaume Chalmel se plaint d'avoir payé trente livres pour frais de l'aveu de dix-huit sillons de terre et seize pieds de maison. Signé : Guillaume Chalmel.

Jullienne Rivière se plaint de ce que, son funt mari ayant rendu aveu, il n'y avait que neuf ans, elle a payé pour l'aveu ou en acquit de ses enfants cent trois livres dix sols et a prié Jacques Régnaud de signer pour elle. Signé : Jacques Regnault.

Jullienne Delalande se plaint d'avoir payé pour frais de son aveu cinquante-une livres dix-huit sols et n'a point reçu de quittance, attendu qu'on lui demande encore huit livres, et ce pour onze sillons de terre, et a prié le sieur Crambert de signer pour elle. Signé : Crambert.

Joseph Rolland se plaint d'avoir payé pour frais d'aveu de cinquante sillons soixante-neuf livres, et qu'on lui ait compté dans le nombre trente sillons de rochers qu'on n'avait point exigés dans l'aveu qu'il avait rendu trois ans auparavant. Signé : Joseph Rolland.

Noël Chevallier se plaint pour les mineurs de Joseph Rallé d'avoir payé quarante-trois livres pour frais d'aveu de cent vingt-six sillons de terre et de n'avoir ni papiers ni aveu, et ne savoir en quel point il en est, et ses mineurs à la mendicité, et a prié Joseph Eon de signer pour lui. Signé : Joseph Eon.

Jan Bertrand se plaint d'avoir payé soixante-dix livres quinze sols pour frais d'aveu de huit sillons de terre. Signé : Jan Bertrand.

Marie Chevallier se plaint d'avoir payé soixante-sept livres pour frais d'aveu et a prié Joseph Eon de signer pour elle. Signé : Joseph Eon.

Pierre Pouiot se plaint de ce qu'ayant rendu aveu, il y a environ douze ans, on lui demande aujourd'hui un nouvel aveu sans savoir ce qu'il pourra lui coûter. Signé : Pierre Pouiot.

Joseph Jollive se plaint d'avoir payé deux cent quarante livres pour frais d'aveu et de n'avoir reçu quittance que de cent cinquante-sept livres. Signé : Joseph Jolive.

Pierre Jan se plaint d'avoir payé quatre-vingt-quatorze livres pour les frais de son aveu de deux landiers achetés trente-six livres et vingt autres sillons de terre, et n'a encore ni aveu, ni papiers. Signé : Pierre Jan.

Jacques Regnaud se plaint d'avoir payé quatre-vingt-huit livres pour frais d'aveu et d'avoir payé trente livres de frais aux officiers des seigneurs de Brécilien pour la prise de ses vaches dans les cantons assignés lors de la disette des fourrages. Signé : Jacques Regnault.

Sébastien Berhaud se plaint d'avoir payé trente-quatre livres pour frais d'aveu, douze sillons de terre. Signé : S. Berhaud.

Yves Patier se plaint d'avoir payé pour frais de son aveu vingt et une livres dix-huit sols et de n'avoir reçu quittance que de huit livres dix sols, d'avoir de plus payé pour la prise des vaches dans le bois dix-huit livres neuf sols. Signé : Yves Patier.

Mathieu Eon se plaint d'avoir payé pour frais d'aveu cent trente sept livres dix sols pour frais d'aveu de quarante-huit sillons de terre et des rentes qu'il avait déjà payées, et n'a reçu quittance que de quatre-vingt-une livres. Signé : Mathieu Eon.

Ollivier Jollive se plaint d'avoir payé treize livres dix sols aux officiers de Brécilien pour la prise de ses vaches dans le canton désigné, et a prié Toussaint Eon de signer pour lui. Signé : Toussaint Eon.

Jan et Pierre Morand se plaignent d'avoir payé pour frais d'aveu cent livres trois sols. Signé : Pierre Morand et Jan Morand.

Pierre Grollet se plaint d'avoir payé dix-sept livres pour frais d'aveu d'un sillon de terre et trente-sept livres aux officiers des seigneurs de Brécilien lors de la prise des vaches dans le canton désigné, et a prié Toussaint Eon de signer pour lui. Signé : Toussaint Eon.

Joseph Eon et Toussaint, son frère, se plaignent d'avoir payé quinze livres lors de la prise des vaches dans le canton désigné. Signé : Joseph Eon, Toussaint Eon.

Joseph Bouestard se plaint d'avoir payé vingt-sept livres pour les frais de son aveu et quarante livres pour la prise de ses vaches dans le canton désigné. Signé : Joseph Bouestard.

Baptiste Rallé se plaint d'avoir payé pour frais d'aveu deux cent quatre-vingt-dix livres et vingt-deux livres pour la prise de ses vaches dans le canton désigné. Signé : Jean-Baptiste Rallé.

Yves Patier, fils Joseph, se plaint d'avoir payé cinquante-sept livres pour frais d'aveu de six sillons de terre. Signé : Yves Patier.

Pierre Aubert, beau-frère du précédent, se plaint d'avoir payé cinquante-sept livres pour vingt-neuf sillons de terre et qu'il n'a reçu, conjointement avec le précédent, qu'une quittance de cinquante-une livres, et a prié Toussaint Eon de signer pour lui. Signé : Toussaint Eon.

Joseph Frenel se plaint d'avoir payé vingt-huit livres pour frais d'aveu de soixante sillons de terre, diminution faite de deux livres cinq sols de rente, et a prié Mathurin Patier de signer pour lui. Signé : Mathurin Patier.

Jan Patier se plaint qu'on lui a augmenté ses renies de moitié injustement, d'avoir payé douze livres cinq sols pour la prise de ses vaches dans le canton désigné. Signé : Jan Patier.

Louise Grève se plaint d'avoir payé pour frais d'aveu de quarante sillons de terre la somme de quarante-deux livres, de plus vingt-cinq livres pour la prise de ses vaches dans le canton désigné, et a prié Yves Patier de signer pour elle. Signé : Yves Patier.

Louis Bernard se plaint d'avoir payé soixante livres pour frais d'aveu et rente qu'il avait déjà payés de vingt sillons de terre. Signé : Louis Bernard.

Mathurin Patier se plaint d'avoir payé trente-deux livres dix sols et qu'on lui redemande de plus neuf livres pour frais d'aveu de soixante-dix-sept sillons de terre, sans avoir ni papiers ni aveu ; de plus, d'avoir payé pour la prise supposée de ses vaches, qui n'étaient pas dans le canton désigné, mais dans les communs, douze livres cinq sols. Signé : Mathurin Patier.

Jean-Louis Rallé se plaint d'avoir payé neuf livres pour la prise de ses deux vaches dans le canton désigné. Signé : Jean-Louis Rallé.

Anne Chauvel se plaint d'avoir payé cinquante-cinq livres quatorze sols pour frais d'aveu de treize sillons de terre. Signé : Anne Chauvel.

Pierre Riault se plaint d'avoir payé soixante livres pour frais d'aveu de trente-quatre sillons de terre. Signé : Pierre Riault.

Michel Bodin se plaint d'avoir payé la somme de trente-cinq livres pour frais d'aveu de trente-trois sillons de terre et n'a reçu quittance que de trente-une livres ; de plus, il a payé aux Messieurs des forges, pour la prise de ses bêtes dans le temps de disette, la somme de quinze livres. Signé : Michel Bodin.

Julien Rivière se plaint d'avoir payé la somme de quatre-vingt-cinq livres pour frais d'aveu de vingt-six sillons de terre et a prié Mathurin Patier de signer pour lui et n'a reçu quittance que de quarante livres. Signé : Mathurin Patier.

Jean Dardeinne se plaint qu'on lui demande quatre-vingt-douze livres pour aveu de cinq sillons de terre et a prié Pierre Jolive de signer pour lui. Signé : P. Jollive.

Marie Gortais se plaint d'avoir payé la somme de soixante-six livres pour aveu de dix-huit sols de rente et a prié Joseph Riaux de signer pour elle. Signé : Joseph Riaux.

Joseph Riaux se plaint d'avoir payé quinze livres onze sols pour frais d'aveu de six sillons de terre ; de plus, il a payé, pour la prise de ses vaches dans la forêt de Messieurs des forges, la somme de douze livres.

Signé : Joseph Riaux.

Jean-Louis Rallé, faisant pour lui et ses frères et sœurs, se plaint que feu Jean Rallé, leur père, a payé pour les frais d'aveu de son propre bien et de celui de feu M. Coquaud, dont ses enfants ont hérité, la somme de trois cents livres. Signé : Jean-Louis Rallé.

Jean-Louis Rallé se plaint pour son beau-père, Jacques Merel, et Michelle Merel, sa sœur, qu'on leur a demandé sept cents livres pour les faire quittes des frais d'aveu, qu'ils ont déjà payé trois cents livres sans avoir ni papiers ni aveu. Signé : Jean-Louis Rallé.

Nous nous plaignons tous de ce qu'on ait fait des frais exorbitants à notre fabrique pour parvenir à la réception des aveux de son église et des fondations, jusqu'à la somme de cent cinquante livres ; de plus, il a été représenté par les présents qu'un grand nombre d'autres avaient lieu de faire des plaintes aussi grièves, mais qu'ils ne pouvaient être présents, attendu qu'ils se trouvaient à l'assemblée de la paroisse où ils habitent.

Marie Bigaré se plaint d'avoir payé pour frais de son aveu soixante-six livres, n'ayant reçu quittance que de dix-huit livres, et se trouve condamnée par sentence à la somme de mil deux cents livres pour l'aveu du bien de son fils consistant en quatre-vingt-cinq sillons de terre, et a prié Toussaint Eon de signer pour elle. Signé : Toussaint Eon.

Finalement nous demandons la réforme de toute la justice, car, si l'on nous pille dans les juridictions des seigneurs, on nous épargne encore moins dans les supérieures. Nous souhaitons donc que tout tribunal soit composé des trois ordres, moitié du Tiers, et chaque ordre soit libre de choisir dans l'assemblée, dont le tribunal est représentant, les juges de son ordre, et qu'il ne puisse y avoir aucunes vénalités concernant les charges qui nous sont utiles et nécessaires ; c'est le seul moyen de donner au peuple de véritables pères.

Avant de nous séparer, nous avons tous été d'avis que les deux doubles signés de nous fussent chiffrés et parafés par M. Lemée, notre curé, ne mutetur ne varietur.

Fait et conclu sous les seings de ceux qui savent signer, en présence d'un grand nombre qui ont déclaré ne savoir signer.